



QUESTIONNAIRE ACQUEREUR

L'étude vous accompagne dans
l'acquisition de votre bien

Me Laëtitia MIGNUCCI-FAVIER

**Manufacture des Tilleuls
91 Bis Boulevard Michel Perret
38210 TULLINS**

Site internet : <https://mignucci-favier-tullins.notaires.fr/>

Le questionnaire est à remplir et à nous retourner daté et signé, accompagné des pièces justificatives.

Ce questionnaire a pour but :

- De nous permettre de préparer au mieux l'acte de vente afin qu'il corresponde exactement aux accords intervenus avec votre vendeur.
- Il nous permet également de vous conseiller utilement sur les modalités de votre acquisition et sur la compatibilité du bien que vous souhaitez acquérir avec vos projets.

Bien entendu, nous sommes à votre disposition pour vous aider si vous rencontrez des difficultés pour répondre aux questions.

ACQUEREUR - 1

Nom :

Nom de jeune fille (le cas échéant) :

Prénoms *(dans l'ordre de l'état civil) :*

Date et lieu de naissance :

Nationalité *(joindre la copie de votre pièce d'identité ou de votre carte de résident) :*

Profession :

Si vous êtes commerçant, artisan à votre compte :

(Joindre un justificatif de votre immatriculation au registre du commerce et des sociétés)

Procédures en cours de demande de surendettement, redressement judiciaire ou liquidation :

☐ Non

☐ Oui :

Si oui, merci de cocher la case correspondante :

☐ Vous êtes en état de redressement judiciaire, liquidation depuis le :

☐ Vous avez saisi la commission de surendettement des particuliers depuis le :

Est-ce que vous bénéficiez d'une mesure de protection :

☐ Non

☐ Oui :

Si oui, merci de cocher la case correspondante :

☐ Tutelle

☐ Curatelle

☐ Habilitation familiale

☐ Sauvegarde de justice

Régime matrimonial :

☐ Célibataire

☐ Veuf / Veuve de :

☐ PACSé(e) avec :

- **Nom du notaire ayant reçu le PACS :**

Ou **Tribunal de :**

Ou **Mairie de :**

- **Date et lieu de PACS :**

- **Contrat de PACS** (*joindre copie du contrat de PACS et récépissé d'enregistrement*) :

☐ Régime de la séparation de biens

☐ Régime de l'indivision

☐ Marié(e) avec :

- **Date et lieu de mariage :**

- **Contrat de mariage :**

☐ Oui (*joindre copie du contrat de mariage et préciser le régime adopté*) :

☐ Non

- **Changement de régime :**

☐ Oui :

- Nouveau régime adopté :

- Depuis le :

- Nom et adresse du notaire :

☐ Non

☐ Divorcé(e) de :

☐ **Contractuel** : (*joindre la copie de la convention de divorce + attestation de dépôt reçu par le notaire*)

- Nom du notaire ayant reçu la convention :

- Date et lieu de la convention :

- Date et lieu du dépôt de la convention :

☐ **Judiciaire** : (*joindre la copie du jugement de divorce + attestation de non-appel*)

- Tribunal de grande instance de :

- Date de jugement :

COORDONNEES AUXQUELLES L'ETUDE PEUT VOUS JOINDRE

Adresse postale :

A ce titre vous êtes résident fiscal :

☐ Français

☐ Etranger *(préciser le pays) :*

Téléphone domicile :

Téléphone travail :

Téléphone portable :

Mail :

ACQUEREUR - 2

Nom :

Nom de jeune fille (le cas échéant) :

Prénoms *(dans l'ordre de l'état civil) :*

Date et lieu de naissance :

Nationalité *(joindre la copie de votre pièce d'identité ou de votre carte de résident) :*

Profession :

Si vous êtes commerçant, artisan à votre compte :

(Joindre un justificatif de votre immatriculation au registre du commerce et des sociétés)

Procédures en cours de demande de surendettement, redressement judiciaire ou liquidation :

☐ Non

☐ Oui :

Si oui, merci de cocher la case correspondante :

☐ Vous êtes en état de redressement judiciaire, liquidation depuis le :

☐ Vous avez saisi la commission de surendettement des particuliers depuis le :

Est-ce que bénéficiez d'une mesure de protection :

☐ Non

☐ Oui :

Si oui, merci de cocher la case correspondante :

☐ Tutelle

☐ Curatelle

☐ Habilitation familiale

☐ Sauvegarde de justice

Régime matrimonial :

☐ Célibataire

☐ Veuf

☐ PACSé(e) :

- **Nom du notaire ayant reçu le PACS :**

Ou **Tribunal de :**

Ou **Mairie de :**

- **Date et lieu de PACS :**

- **Contrat de PACS** (*joindre copie du contrat de PACS et récépissé d'enregistrement*) :

☐ Régime de la séparation de biens

☐ Régime de l'indivision

☐ Marié(e) :

- **Date et lieu de mariage :**

- **Contrat de mariage :**

☐ Oui (*joindre copie du contrat de mariage et préciser le régime adopté*) :

☐ Non

- **Changement de régime :**

☐ Oui :

- Nouveau régime adopté :

- Depuis le :

- Nom et adresse du notaire :

☐ Non

☐ Divorcé(e) de :

☐ **Contractuel** : (*joindre la copie de la convention de divorce + attestation de dépôt reçu par le notaire*)

- Nom du notaire ayant reçu la convention :

- Date et lieu de la convention :

- Date et lieu du dépôt de la convention :

☐ **Judiciaire** : (*joindre la copie du jugement de divorce + attestation de non-appel*)

- Tribunal de grande instance de :

- Date de jugement :

COORDONNEES AUXQUELLES L'ETUDE PEUT VOUS JOINDRE

Adresse postale :

A ce titre vous êtes résident fiscal :

☐ Français

☐ Etranger (préciser le pays) :

Téléphone domicile :

Téléphone travail :

Téléphone portable :

Mail :

MODALITES JURIDIQUES DE VOTRE ACQUISITION

Réalisez-vous votre acquisition pour :

- | | |
|--|---|
| - En faire votre résidence principale | ☐ Oui ☐ Non |
| - En faire votre résidence secondaire | ☐ Oui ☐ Non |
| - Pour investissement locatif | ☐ Oui ☐ Non |
| - Pour y loger un membre de votre famille (enfant étudiant...) | ☐ Oui ☐ Non |

Réalisez-vous votre acquisition en nom propre ?

☐ Oui

☐ Non

Souhaitez-vous réaliser l'acquisition au travers d'une société ?

☐ Oui

☐ Non

Si l'achat se fait via une société, est-elle :

☐ Créée

☐ A créer

(Si la société est déjà existante, merci de nous adresser une copie des statuts certifiée par le gérant, une copie du procès-verbal de l'assemblée ayant nommé le gérant, et si nécessaire, une copie du procès-verbal de l'assemblée autorisant l'acquisition).

DIAGNOSTICS DU BIEN

Un exemplaire du DPE vous a-t-il été remis ?

☐ Oui

☐ Non

Un exemplaire de l'ERP (état des risques) vous a-t-il été remis ?

☐ Oui

☐ Non

VOS PROJETS

Faites-vous la présente acquisition dans le but de revendre ? ☐ Oui ☐ Non

Souhaitez-vous réaliser des travaux importants (par exemple : changement de fenêtres, création d'ouvertures, extension...) ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui quels travaux envisagez-vous ?

Souhaitez-vous modifier l'affectation du bien (Par exemple transformation d'un local en habitation) ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui quelle(s) transformations envisagez-vous ?

Destination du bien :

- ☐ Usage privé
- ☐ Usage professionnel
- ☐ Usage mixte privé-professionnel

Si usage professionnel, allez-vous recevoir du public ? ☐ Oui ☐ Non

VOTRE FINANCEMENT

1/ Aurez-vous recours à un prêt :

☐ Oui – Joindre simulation bancaire

Si oui, nous indiquer :

- Montant de l'apport (le cas échéant) :
 - Montant maximum emprunté (en ce compris le montant des travaux) :
 - Montant des travaux :
 - Taux maximum :
 - Durée maximum :
- ☐ Non

Si pas de prêt ou si apport, nous préciser l'origine du financement :

- ☐ Donation
- ☐ Epargne
- ☐ Utilisation d'une indemnité perçue, si oui laquelle :
- ☐ ré-investissement de fonds issus d'une vente d'un bien
- ☐ Succession

Information complémentaire :

Si vous êtes mariés sous le régime de la communauté, utiliserez-vous des fonds provenant d'une donation, d'une succession, ou dont vous disposiez avant votre mariage (ou encore de la vente d'un bien, dont vous étiez propriétaire, hors communauté) ?

☐ Oui

☐ Non

2/ Ou bien :

Souscrivez-vous un « prêt relais » dans l'attente de la vente d'un autre bien ? ☐ Oui ☐ Non

Date :

Signature(s) :

Mention sur la protection des données personnelles : L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'État dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945. Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants : les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.), les offices notariaux participant ou concourant à l'acte, les établissements financiers concernés, les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales, le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne. La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales. Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires. Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou vous y opposer pour des raisons tenant à votre situation particulière. L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : etude.38174@notaires.fr ou cil@notaires.fr. Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.